



Crise sanitaire : l'école face à ses « failles »

Cantine, sport, récréation... Le corps enseignant dresse la liste des lieux et activités « à risques »

Difficile, quand on est enseignant, de s'entendre répéter que l'école vit la « semaine de tous les dangers », avec l'arrivée de « variants » du Covid-19 sur le territoire français, sans être saisi par le doute. Doute sur le protocole sanitaire et sur l'application que l'on parvient, bon an mal an, à en faire en milieu scolaire. Doute, aussi, sur les risques de contamination des plus jeunes, alors que la France, à la différence de nombreux pays qui reconfinent leurs élèves, entend maintenir ses écoles ouvertes, au nom de la lutte contre les inégalités.

Alors que l'éducation nationale dit étudier la possibilité d'un « durcissement » du protocole sanitaire qui pourrait concerner la cantine, les cours d'EPS et le fonctionnement des collèges, professeurs et parents se rejoignent sur un constat : il y a dans les écoles, collèges et lycées des lieux et des activités « à risque ».

La cantine fait l'unanimité contre elle Le rôle de la restauration scolaire dans la transmission du virus concentre, aujourd'hui, l'attention des médecins et des scientifiques. L'entourage du ministre de l'éducation, Jean-Michel Blanquer, confirmait, mercredi soir, étudier la possibilité de remplacer la cantine par des « paniers repas » pris en classe. Une idée diversement accueillie sur le terrain.

« Une journée de cours sans repas chaud ? Ça me semble difficile [à tenir] pour des enfants qui prennent le car scolaire tôt le matin, et rentrent chez eux tard le soir », réagit Amélie Hart-Hutasse, enseignante dans un collège de l'Auxois (Côte-d'Or). Mercredi matin, « ses petits 6^{es} » l'ont questionnée sur la « rumeur » d'un aménagement de la pause

M. Blanquer, confirmait, mercredi, étudier la possibilité de

remplacer la cantine par des « paniers repas » pris en classe

déjeuner. « Ça les inquiète car la cantine est l'un des derniers moments conviviaux qu'il leur reste », observe cette professeure syndiquée au SNES-FSU.

Une forme de lassitude, après dix mois de crise sanitaire, s'est installée, qui joue sur le « moral », disent les personnels d'éducation. « On dresse le portrait d'ados insouciantes mais eux aussi sont las, fatigués, inquiets, fait valoir Olivier Lafarge, conseiller principal d'éducation (CPE) dans un collège de Montargis (Loiret). Eux aussi se demandent à quoi bon ? »

Aérer les salles, en plein hiver

Avec des températures négatives atteintes, cette semaine, dans sa petite ville de Bourgogne, ouvrir régulièrement les fenêtres, comme le recommande le protocole sanitaire, est devenu une « gageure », témoigne Amélie Hart-Hutasse. « Cette faille-là, on l'avait identifiée dès la rentrée, dit-elle, mais elle est devenue béante avec le froid hivernal. »

« Rien n'a été fait pour équiper les établissements de capteurs de CO₂, ou de purificateurs d'air, regrette Benjamin Marol, professeur en collège à Montreuil (Seine-Saint-Denis). On aurait pu anticiper... Mais non, on en reste à une aération au doigt mouillé. »

Et à une vigilance de tous les instants pour que le masque ne glisse pas sous le nez, voire sous le menton. Des écoliers sont « fatigués » de le porter, souffle-t-on au primaire. Des collégiens et des lycéens « se jouent des règles », raconte-t-on dans le secondaire.

« La crise sanitaire s'est installée sur la durée, et il est difficile de maintenir un niveau de vigilance constant, témoigne une CPE. Beaucoup d'élèves ne viennent plus en classe avec leur flacon de gel hydroalcoolique, alors qu'ils le faisaient auparavant. A nous de leur en fournir. »

Les cours d'EPS dans le viseur

Autre moment jugé « à risque », les cours de sport. « Dans mon école, on a une minuscule salle polyvalente, plus petite qu'une salle de classe », raconte Sandrine, qui enseigne en CM2 dans une petite école rurale. « J'ai refusé d'y faire de la gym. On a investi la salle des fêtes mais la mairie ne veut pas nous la chauffer... »

Noyés sous les consignes, les écoliers s'y perdent un peu. « Des enfants vont garder le masque tout au long de la séance de sport, et puis se ruer tous ensemble pour boire au robinet, rapporte Pauline Laby, enseignante remplaçante dans le primaire à Paris. Ils vont garder leurs distances en récréation, et, d'un coup, courir en même temps aux toilettes. »

Comme d'autres représentants syndicaux, cette porte-parole du SE-UNSA aimerait obtenir des recrutements de personnels, « notamment pour le nettoyage », et des locaux supplémentaires « pour de futurs dédoublements ». Mais elle n'y croit plus trop.

La politique des tests en question

Tous les professeurs en conviennent : ils n'ont guère de visibilité sur le « niveau » de contamination en milieu scolaire. « On est tenus au courant quand ça concerne un élève de la classe, mais on n'a pas de vue d'ensemble de la situation dans l'établissement », regrette Amélie Hart-Hutasse, professeure de collège.

Les syndicats réclament, à l'unanimité, une accélération du déploiement des tests en milieu scolaire. « La politique de tests reste un mystère pour nous, insiste Sophie Vénétiay, du SNES-FSU. Il y a eu plusieurs faux départs depuis la Toussaint, quand l'éducation nationale a fait savoir qu'elle disposait de tests et était prête à les déployer. » Une première campagne, menée sur 10 000 lycéens en décembre 2020, a conclu à un taux de contamination de 0,3 %.

« Il n'y a eu aucune pédagogie, note Sophie Vénétiay, qui enseigne dans un lycée francilien concerné par cette campagne. Les élèves avaient peur d'avoir mal et



ne voyaient pas trop l'intérêt [d'être testés]. Il aurait fallu les accompagner!»

Le ministère assure désormais qu'un million de tests antigéniques sont prêts à être déployés. Reste à trouver les professionnels de santé pour les faire passer. Des infirmières scolaires ? « On nous a demandé de tracer les cas contact en lieu et place des agences régionales de santé et de la Sécurité sociale, explique Saphia Guereschi, du SNI-CS-FSU. On est déjà trop peu nombreuses pour assurer efficacement ce suivi. Que va-t-il se passer s'il faut en plus tester massivement les élèves ? »

Faire toute la transparence sur la circulation du virus est pourtant essentiel, disent les acteurs de terrain, y compris pour déterminer le niveau de priorité des

enseignants dans le calendrier des vaccinations. Ils seront concernés « dans le courant du premier semestre », a fait savoir M. Blanquer lors du « Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI », le 10 janvier. Quelques jours plus tôt, il évoquait une échéance en mars.

Cas contacts et cas positifs
 « Quand il y a un cas positif dans une école primaire, aucun enfant n'est cas contact. Même pas ceux qui passent le temps de midi à la même table de cantine, démasqués. Je trouve ça... incompréhensible », s'énerve Sandrine.

Cette professeure dans le centre de la France n'a recensé aucun cas positif en dix mois, dans sa petite école rurale de deux classes. Cela ne l'empêche pas de douter : « Aujourd'hui, les parents peuvent remettre les enfants à l'école sans

qu'on sache si eux, adultes, sont positifs. Si j'étais ministre, je trouverais un moyen pour que les écoles soient mieux informées. »

Ce qui inquiète Amélie Hart-Hutasse – et elle assure ne pas être la seule dans ce cas –, ce sont « ces élèves » qui viendraient en cours en étant cas contacts, voire cas positifs. « On en entend parler notamment au lycée, avec la pression du bac et des examens qui approchent », indique l'enseignante de collège.

Les nouvelles épreuves du « bac Blanquer » doivent débiter en mars, en dépit des demandes de report martelées par la communauté enseignante. ■

**MATTEA BATTAGLIA
 ET VIOLAIN MORIN**

A l'université, le sort des étudiants en jeu

Jean-François Delfraissy, le président du conseil scientifique a plaidé sur Franceinfo, mercredi 13 janvier, pour la reprise d'une partie des cours en présentiel à l'université « en demi-jauge ou en quart de jauge » pour le deuxième semestre, « à partir des vacances de février ». Dans un rapport remis mardi soir au gouvernement, le conseil scientifique recommande « une attention particulière » sur la situation des étudiants. « C'est un problème de santé publique majeur », a-t-il poursuivi citant le fort niveau d'anxiété et de dépression en particulier chez les étudiants inscrits en première année. « De la même manière qu'il ne faut pas sacrifier les personnes âgées (...), on doit également tenir compte des enjeux sociétaux et psychiques de la population jeune en particulier les étudiants, à qui on demande énormément. »



Des élèves attendent d'être testés au Covid-19 à Montivilliers (Seine-Maritime), le 15 décembre 2020. SAHIER AL-DOUMY/AFP